

Vu le protocole n° 15 du 25 août 1994 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juin 1994;

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction publique, donné le 10 août 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 août 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté royal doit produire ses effets le 10 avril 1994, qu'il importe dès lors qu'il soit publié dans les plus brefs délais, d'autant plus que des membres du personnel de la gendarmerie ont déjà participé à ces missions et remplissent donc les conditions portées par l'arrêté royal du 23 mars 1995 attribuant une indemnité aux militaires participant à l'opération d'évacuation des ressortissants belges au Rwanda;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour la période durant laquelle le membre du personnel de la gendarmerie bénéficie de l'indemnité prévue à l'article 1er de l'arrêté royal du 23 mars 1995 attribuant une indemnité aux militaires participant à l'opération d'évacuation des ressortissants belges au Rwanda, ce membre ne peut revendiquer le droit :

1° à l'indemnité pour menues dépenses telle que visée par l'article 4 de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de services à l'extérieur du Royaume;

2° aux allocations visées par l'arrêté royal du 5 juin 1975 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1977;

3° aux allocations visées par les articles 26 et 27, modifiés par les arrêtés royaux du 4 septembre 1990 et du 16 décembre 1994 et 28, modifié par l'arrêté royal du 4 septembre 1990, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 10 avril 1994.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 octobre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Gelet op het protocol nr. 15 van 25 augustus 1994 van het onderhandlingscomité van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juni 1994;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 augustus 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 augustus 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit koninklijk besluit uitwerking moet hebben op 10 april 1994, dat het derhalve van belang is dat het zo spoedig mogelijk gepubliceerd wordt, temeer daar personeelsleden van de rijkswacht reeds hebben deelgenomen aan die opdrachten en dus voldoen aan de voorwaarden die gesteld worden bij het koninklijk besluit van 23 maart 1995 houdende toekenning van een vergoeding aan de militairen die deelnemen aan de evacuatieoperatie van de Belgische staatsburgers uit Rwanda;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Gedurende de periode tijdens dewelke het personeelslid van de rijkswacht de vergoeding bepaald bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1995 houdende toekenning van een vergoeding aan de militairen die deelnemen aan de evacuatieoperatie van de Belgische staatsburgers uit Rwanda, geniet, heeft dit personeelslid geen recht op :

1° de vergoeding voor kleine uitgaven zoals bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland;

2° de toelagen bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juni 1975 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de rijkswacht van een toelage voor bijkomende prestaties, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1977;

3° de toelagen bedoeld in de artikelen 26 en 27, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 september 1990 en 16 december 1994 en 28, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 september 1990, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 10 april 1994.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 oktober 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

F. 95 - 2976

12 OCTOBRE 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

[779]

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la décision du Conseil de l'Union européenne 94/795/JAI du 30 novembre 1994 relative à une action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3, paragraphe 2, point b), du traité sur l'Union européenne en ce qui concerne les facilités de déplacement des écoliers ressortissants de pays tiers résidant dans un Etat membre;

N. 95 - 2976

12 OKTOBER 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

[779]

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Besluit van de Raad van de Europese Unie 94/795/JBZ van 30 november 1994 inzake een gemeenschappelijk optreden, door de Raad aangenomen op basis van artikel K.3, lid 2, onder b), van het Verdrag betreffende de Europese Unie, ter vereenvoudiging van het reizen voor scholieren uit derde landen die in een Lid-Staat verblijven;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 2, alinéa 1er, 1°;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1984, 16 août 1984, 14 février 1986, 28 janvier 1988, 13 juillet 1988, 7 novembre 1988, 7 février 1990, 16 octobre 1990, 18 avril 1991, 25 septembre 1991, 20 décembre 1991, 13 juillet 1992, 5 novembre 1992, 22 décembre 1992, 19 mai 1993, 31 décembre 1993, 3 mars 1994, 11 mars 1994, 3 février 1995 et 22 février 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers :

« Article 6bis. L'écopier qui n'est pas ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, mais qui réside dans un de ces Etats et fait partie d'un groupe d'élèves inscrits dans un établissement d'enseignement général et voyageant dans le cadre d'une excursion scolaire, est autorisé à transiter dans le Royaume ou à y entrer pour un séjour n'excédant pas trois mois sous le seul couvert d'une liste nominative conforme au formulaire commun annexé à la Décision du Conseil de l'Union européenne 94/795/JAI du 30 novembre 1994 relative à une action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3, paragraphe 2, point b), du traité sur l'Union européenne en ce qui concerne les facilités de déplacement des écoliers ressortissants de pays tiers résidant dans un Etat membre, à condition que :

1. le groupe soit accompagné par un professeur de l'établissement scolaire, muni des documents requis pour son transit ou son entrée dans le Royaume et de la liste précitée, dressée par l'établissement et indiquant les noms et les prénoms des écoliers accompagnés, les noms des professeurs accompagnant le groupe, ainsi que la destination et la durée du voyage;

2. l'Etat membre dans lequel résident les écoliers ait informé les autres Etats membres que ses propres listes doivent être reconnues comme documents de voyage valables dans tous les Etats membres de l'Union européenne, pourvu qu'elles satisfassent aux conditions mentionnées aux points 3 et 4 ci-après;

3. l'autorité compétente de cet Etat ait validé la liste pour confirmer le statut de résident des écoliers et leur droit à la réadmission sur son territoire sans formalités;

4. la liste comporte une photographie récente des écoliers qui y sont mentionnés et qui ne sont pas en mesure de prouver leur identité au moyen d'une carte d'identité portant leur photographie.

Lorsque les conditions énumérées à l'alinéa 1er, points 2 à 4, ne sont pas réunies, l'écopier visé à l'alinéa 1er est néanmoins, sous le couvert de la liste nominative et dans les conditions visées à l'alinéa 1er, point 1, autorisé à transiter dans le Royaume ou à y entrer pour un séjour n'excédant pas trois mois sur la présentation d'un document individuel de voyage valable pour la Belgique, mais sans que le visa soit requis si l'écopier n'en est pas dispensé en vertu d'autres dispositions. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 2, eerste lid, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1984, 16 augustus 1984, 14 februari 1986, 28 januari 1988, 13 juli 1988, 7 november 1988, 7 februari 1990, 16 oktober 1990, 18 april 1991, 25 september 1991, 20 december 1991, 13 juli 1992, 5 november 1992, 22 december 1992, 19 mei 1993, 31 december 1993, 3 maart 1994, 11 maart 1994, 3 februari 1995 en 22 februari 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 6bis, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd :

« Artikel 6bis. De scholier die geen onderdaan is van één van de Lid-Staten van de Europese Unie, maar die in één van deze Staten verblijft en behoort tot een groep scholieren die ingeschreven zijn in een school van algemeen vormend onderwijs en die in het kader van een schoolexcursie deelneemt aan een groepsreis, mag door het Rijk reizen of het Rijk binnenkomen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden op eenvoudig vertoon van een naamlijst waarop zijn naam vermeld is, conform het gemeenschappelijke formulier dat als bijlage gaat bij het Besluit van de Raad van de Europese Unie 94/795/JBZ van 30 november 1994 inzake een gemeenschappelijk optreden, door de Raad aangenomen op basis van artikel K.3, lid 2, onder b), van het Verdrag betreffende de Europese Unie, ter vereenvoudiging van het reizen voor scholieren uit derde landen die in een Lid-Staat verblijven, op voorwaarde dat :

1. de groep begeleid wordt door een leerkracht van de school, die in het bezit is van de documenten die voor zijn doorreis of zijn binnenkomst in het Rijk vereist zijn en van de hogervermelde lijst, opgesteld door de school, met vermelding van de namen en de voornamen van de begeleide leerlingen, de namen van de leerkrachten die de groep begeleiden, alsook van de bestemming en de duur van de reis;

2. de Lid-Staat waarin de scholieren verblijven de overige Lid-Staten heeft meegedeeld dat zijn eigen lijsten in alle Lid-Staten van de Europese Unie erkend dienen te worden als geldige reisdocumenten op voorwaarde dat zij voldoen aan de voorwaarden vermeld in de onderdelen 3 en 4 hierna;

3. de verantwoordelijke instantie van deze Lid-Staat de lijst gewaarmerkt heeft, ten einde de verblijfstatus van de betrokken scholieren en hun recht om zonder formaliteiten opnieuw tot het land te worden toegelaten, te bevestigen;

4. op het formulier recente foto's zijn aangebracht van de op de lijst vermelde leerlingen die niet in staat zijn om hun identiteit aan te tonen door middel van een identiteitsbewijs met foto.

Als niet voldaan is aan de voorwaarden vermeld in het eerste lid, onderdelen 2 tot 4, mag de in het eerste lid bedoelde scholier, wiens naam vermeld is op de desbetreffende naamlijst en die voldoet aan de in het eerste lid, onderdeel 1, bedoelde voorwaarden, hoe dan ook door het Rijk reizen of het Rijk binnenkomen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden na overlegging van een individueel reisdocument dat in België geldt, zonder dat hij echter in het bezit hoeft te zijn van een visum indien hij daarvan niet is vrijgesteld krachtens andere bepalingen. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 1995.

ALBERT

Van Koringswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE